

# **HYPERCARCÉRATION**

**UNE RÉPONSE NÉOLIBÉRALE  
À LA « POPULATION EXCÉDENTAIRE »**

**JAN REHMANN**







# **HYPERCARCÉRATION**

**UNE RÉPONSE NÉOLIBÉRALE  
À LA « POPULATION EXCÉDENTAIRE »**

**JAN REHMANN**





THE 'BRIDGE OF SIGHES,' [LE PONT DES SOUPIRS] reliant la cours du tribunal du comté de Courthouse et la prison - Allegheny County Courthouse & Jail, 436 Grant Street (Courthouse), 420 Ross Street (Jail), Pittsburgh, Allegheny County, PA

---

## AVANT PROPOS

---

**E**N DERNIERE INSTANCE la prison est au service du capital. S'il n'y a pas en cela de secret, les mécanismes qui amènent les sociétés modernes à avoir recours à l'enfermement n'en sont pas pour autant simples. Ainsi, rien d'évident à ce que ce phénomène soit massif, et manifestement c'est bien la dynamique qu'ont adoptée les États au cours des 50 dernières années. Une dynamique d'incarcération de masse qui s'intrique avec des logiques propres aux catégories économiques, mais aussi d'autres, comme celles de race ou de genre. Dans cet article, Jan Rehmann apporte des éléments essentiels pour poursuivre une réflexion déjà initiée par des auteurs comme Foucault, Rusche, Lichtenstein ou Kirchheimer, etc. En synthétisant et en discutant de manière critique leurs approches, cet article est devenu une référence incontournable de l'analyse marxiste du système carcéral. Paru en 2015 dans *Rethinking Marxism* cet article de Jan Rehmann permet d'aborder la question de l'État, du capital et des formes de domination qui se croisent et s'entremêlent de façon à ce qu'une réflexion marxiste sur la question trouve toute sa pertinence.

Søren Mau évoque cet essai dans un article que nous avons publié dans le cahier n° 3 de la revue (mai 2023) alors qu'il distingue l'enchâssement des formes de pouvoir qui s'exercent dans le mode de production capitaliste. Les trois formes qu'il revêt sont d'être 1) une

logique 2) impersonnelle au sens où l'on n'est pas assujéti à une personnification de cette logique 3) impersonnelle au sens où ce pouvoir ne s'adresse pas aux individus mais à leur environnement :

« La première chose qu'il faut rappeler, c'est qu'il s'agit de trois formes *irréductibles* de pouvoir, qui découlent de trois capacités différentes. La seconde, c'est que s'il est possible de distinguer assez clairement ces trois formes, dans la réalité elles sont enchâssées les unes aux autres de multiples façons. Considérons, par exemple, la reproduction de la surpopulation relative et la concurrence qu'elle génère entre les travailleurs : on a là un terrain favorable à l'idéologie et aux violences racistes, qui participent, à leur tour, à reproduire les rapports capitalistes de production en érigeant des obstacles à l'action collective des prolétaires...<sup>1</sup> »

Depuis la parution de cet article en 2015, d'autres analyses contemporaines du système carcéral et de son intrication avec les dynamiques de valorisation du capital ont vu le jour. Il convient de mentionner une importante contribution récente en France, celle de Gwénoïla Ricordeau, qui tente d'articuler plus précisément une perspective abolitionniste avec les revendications féministes<sup>2</sup>. Par ailleurs, c'est aussi en 2015 que paraît en anglais l'importante contribution à la théorie de l'abolitionnisme pénal de Thomas Mathiesen, *The Politics of*

---

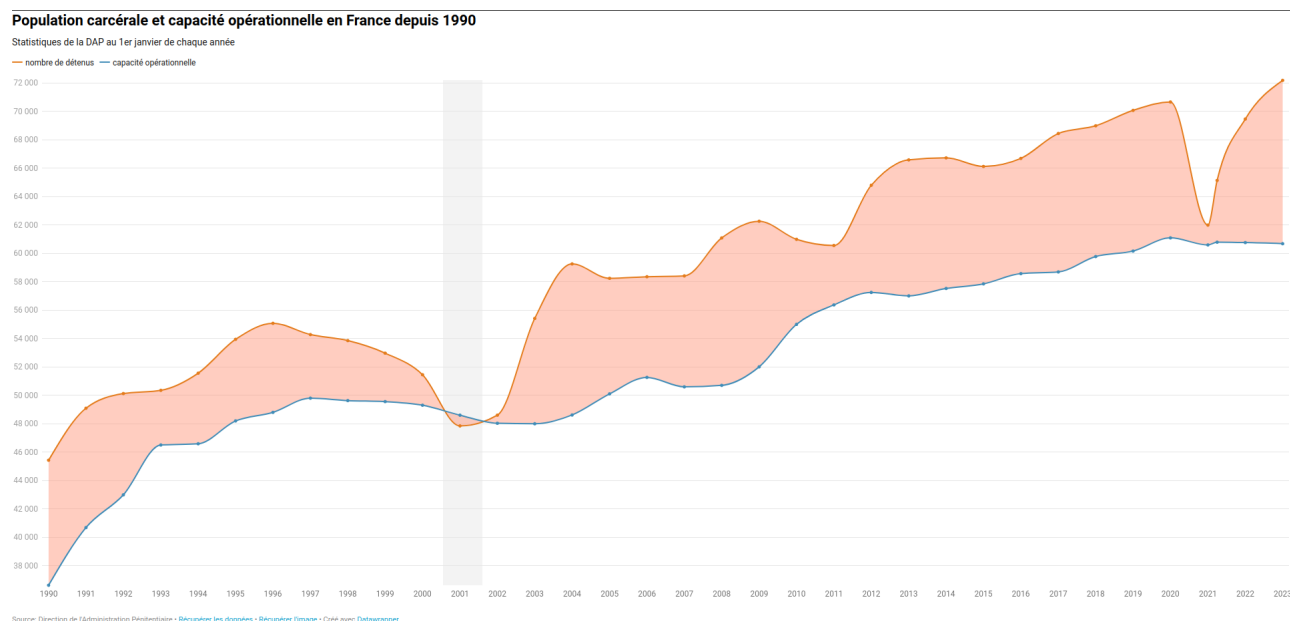
1. Voir A – M – A'. *Contributions à la critique de l'économie politique*, 2023/1, Cahier n°3, p. 65 sq. L'auteur fait alors également référence à d'autres contributions, dont l'une d'elles est aussi d'une grande importance : Sara R. FARRIS, « Social Reproduction and Racialized Surplus Populations », in Peter OSBORNE, Éric ALLIEZ *et al.* (éds), *Capitalism : Concept, Idea, Image. Aspects of Marx's Capital Today*, Londres, CMEP Books, 2019.

2. Voir Gwénoïla Ricordeau, *Pour elles toutes. Femmes contre la prison*, Montréal, Lux, 2019

### Abolition Revisited.

Si l'incarcération est à abolir en soi avec le mode de production capitaliste, ce qui est ici interrogé, c'est son caractère massif. En France, les chiffres n'intègrent pas aujourd'hui les retenues administratives, mais nous reproduisons ci-dessous un graphique qui permet de constater un quasi doublement de la population incarcérée en France entre 1990 et 2023.

Enfin, alors que les révoltes de prisonniers avaient pu dans les années 1970 occuper l'espace médiatique, elles sont aujourd'hui cantonnées à des publications qui font notamment l'objet de censure<sup>3</sup>. La voix des incarcéré.e.s et de leurs proches sont toujours autant étouffées. Nous nous attelons ici à apporter des éléments permettant de comprendre cette politique d'incarcération comme un phénomène global dépassant même les États pris isolément. C'est ce à quoi nous invite cet article : adopter une perspective autant internationale que structurelle du phénomène, en le saisissant notamment à partir des analyses de Marx dans le *Capital*.



3. A l'instar de *L'Envolée* par exemple dont récemment deux numéros ont été censurés en prison.



---

## LIBERTÉ INDIVIDUELLE ET INCARCÉRATION DE MASSE : UN PARADOXE APPARENT

---

**L**A MONTÉE en flèche des taux d'incarcération aux États-Unis à partir de la fin des années 1970 indique une réponse néolibérale particulière à ce que Marx a analysé comme la production structurelle et fondamentale par le capital d'une « population excédentaire ». Cet article réévalue les contributions classiques de Marx, Rusche et Kirchheimer et les met en lien avec des approches qui mettent l'accent sur la continuité raciale, depuis le « convict leasing <sup>4</sup> » jusqu'au « New Jim Crow <sup>5</sup> » du système d'incarcération actuel. Ce qu'il faut c'est une approche à multiples facettes qui tienne compte de la surdétermination des relations de classe et de race. Le système carcéral américain actuel est un moyen particulier de « gérer » les conséquences sociales dévastatrices d'un capitalisme de haute technologie qui a perdu sa capacité hégémonique à mobiliser ses sujets sur la base du « volontariat ». Une partie de la population excédentaire doit être sacrifiée dans un spectacle théâtral afin de maintenir la classe ouvrière, les pauvres et la classe moyenne sous la menace, dans la complaisance et le contrôle.

L'énorme système carcéral qui existe aujourd'hui aux États-Unis coïncide avec une période spécifique du capitalisme qui a été désignée comme néolibéralisme. Le néolibéralisme est devenu l'appellation générale donnée à une doctrine économique qui prétend mettre en place un ordre de marché « libre » de toute ingérence gouvernementale - en particulier de toute tentative de redistribution des richesses au profit des classes inférieures ou des groupes marginalisés. Ses partisans prônent le démantèlement de l'État-providence, la déréglementation des relations de travail et l'affaiblissement du pouvoir de négociation des syndicats, tout cela au nom d'une « société de libre marché » et de son esprit d'entreprise, qui risqueraient d'être étouffés par une bureaucratie étatique condescendante.

Proclamant la « liberté individuelle », le néolibéralisme propose de faire entrer toutes les actions et tous les désirs humains dans le domaine du marché, car il considère l'échange marchand comme une « éthique en soi », capable de se substituer à toutes les croyances éthiques antérieures (Harvey 2005, 3). Cette doctrine a été mise en pratique pour la première fois en 1975 en tant que thérapie de choc économique dans le cadre de la dictature militaire chilienne de Pinochet, puis a pris le pouvoir dans les centres capitalistes vers la fin des années 1970 - plus précisément avec les victoires électorales de Margaret Thatcher en 1979 et de

---

4. Le *convict leasing*, également appelé *convict lease system* (que l'on peut traduire par « système de location de prisonniers »), est une forme de travail pénitentiaire pratiquée dans les États du Sud des États-Unis dès la fin de la guerre de Sécession et particulièrement répandue dans les années 1880.[NdT]

5. Les lois Jim Crow (Jim Crow Laws en anglais) sont des lois nationales et locales issues des Black Codes imposant la ségrégation raciale aux États-Unis<sup>1,2</sup> et promulguées par les législatures des États du Sud de 1877 à 1964. Le New Jim Crow est donc une réactualisation de cette ségrégation raciale, voir à ce sujet notamment Michelle ALEXANDER, *The New Jim Crow : Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, The New Press, 2012 [NdT].

Ronald Reagan en 1980. Dès lors, il est devenu la formation capitaliste hégémonique qui a déterminé le développement mondial pendant plus de trente ans (jusqu'à présent). Depuis l'effondrement du « socialisme » d'État bureaucratique en 1989, il n'a pas de concurrence notable et, même après la crise économique de 2008 - lorsque la doctrine néolibérale de la déréglementation et de la privatisation semblait complètement discréditée -, il continue de déterminer la politique économique réelle des principaux pays occidentaux.

Le paradoxe est qu'une doctrine qui prétend se fonder sur une notion emphatique de la liberté individuelle fait exactement et systématiquement ce qu'elle prétend combattre : elle établit d'emblée un énorme système bureaucratique qui prive une grande partie de la population de sa liberté individuelle. Il est important de savoir que dans les années 1960 et au début des années 1970, la population carcérale américaine avait tendance à diminuer et qu'elle était tombée à environ 380 000 en 1975. À l'époque, il y avait un débat général sur la « décarcération », la limitation de l'enfermement aux « prédateurs dangereux », un moratoire sur la construction de pénitenciers et l'élimination progressive de l'enfermement des mineurs. C'est contre ce programme du Parti démocrate et de sa coalition « ascendante » du New Deal que les propagandistes de droite du Parti républicain ont développé une campagne agressive en faveur de la loi et de l'ordre, qui était également une stratégie agressive de réaction contre les conquêtes du mouvement des droits civiques. Lorsque Ronald Reagan a remporté les élections en 1980, la tendance s'est complètement inversée : en 1985, la population carcérale avait déjà doublé pour atteindre 740 000 personnes, en 1995, elle a dépassé 1,5 million et en 2000, elle s'élevait à 2 millions. En vingt-cinq ans, de 1975 à 2000, la population carcérale a été

multipliée par cinq. En 2009, les États-Unis sont devenus le plus grand incarcérateur de la planète, avec un taux d'incarcération d'environ 750 détenus pour 100 000 habitants, soit six à douze fois plus que dans les pays de l'Union européenne (voir Wacquant 2009a, 59-60). Au lieu de conduire à une terre promise d'entrepreneuriat sans entraves et sans paperasserie, le néolibéralisme a développé un immense État pénal bureaucratique qui enferme des masses de personnes pour la plupart pauvres, noires ou hispaniques.

Cela indique que nous avons besoin de ce que Wacquant (2009b, 306-8) appelle une « notion plus épaisse » du néolibéralisme - une notion qui va au-delà de sa doctrine économique et qui inclut la transformation de la machinerie institutionnelle et de ses cadres symboliques. En effet, en regardant de près les doctrines néolibérales, on peut voir que leur rhétorique apparemment antiétatique n'est jamais dirigée contre l'État en général mais spécifiquement contre l'« État-providence » et les politiques économiques keynésiennes qui visent un certain niveau de redistribution au nom de la « justice sociale » ou d'autres formes de compromis de classe.

Dès le départ, le néolibéralisme s'est distingué du libéralisme classique en mettant davantage l'accent sur l'État qui, selon Friedrich Hayek, avait pour mission d'établir et de garantir la concurrence sur le marché en tant que principe d'organisation de l'économie. Il prône explicitement un État fortement interventionniste, qui doit toutefois intervenir non pas contre les lois du marché, mais plutôt dans le sens des lois du marché. Contre toute apparence, il est facile de démontrer qu'un autoritarisme particulier a été intégré dès le départ dans la théorie et la pratique néolibérales. Comme le montre l'exemple de *La Constitution de la liberté* de Hayek (1960), la notion même de « liberté individuelle » n'est

qu'un « concept négatif » séparé des droits politiques ou économiques ou du « pouvoir de faire quelque chose ». Le néolibéralisme au pouvoir n'a jamais réduit l'État en tant que tel, mais seulement les institutions à travers lesquelles des compromis sociaux substantiels avaient été martelés pendant la période précédente du fordisme (voir Rehmann 2014, 287-92) : l'armée, le système pénitentiaire, les appareils de surveillance et différentes variétés de ce que Naomi Klein (2007, 417-9) décrit comme un « État fantôme corporatif » qui, bien qu'il soit construit et entretenu avec des ressources publiques, fonctionne comme une entreprise à but lucratif.

---

### UNE RÉPONSE À LA CRIMINALITÉ ?

---

Dès que l'on commence à critiquer cette évolution, on est immédiatement confronté à une idéologie puissante qui suggère un lien naturel entre la prison et la criminalité. Cette idéologie est devenue un sens commun profondément ancré. Puisqu'il semble tout à fait « naturel » que les criminels (en particulier les criminels violents) doivent être punis et que le public doit être protégé de leurs méfaits, l'emprisonnement semble être une réponse logique à la criminalité. La justification prédominante de l'augmentation du nombre de prisons est donc la suivante : « La criminalité a augmenté ; nous avons sévi ; la criminalité a baissé ». Mais il s'agit d'un mythe.

Comme l'a montré Ruth Wilson Gilmore (2007, 17-20) à l'aide de l'exemple de la Californie, c'est plutôt l'inverse qui s'est produit :

« La criminalité a augmenté, la criminalité a baissé, nous avons sévi. Lorsque les rafles de prisonniers ont commencé, la criminalité avait déjà commencé à baisser. C'est une décision politique, bipartisane, qui a mis fin aux programmes de réhabilitation en 1977 et qui a réorienté l'argent de l'État vers la construction de prisons, principalement dans les zones rurales. Dès que cette décision politique a été prise, il a fallu faire quelque chose pour s'assurer qu'il y ait un nombre suffisant et régulier de nouveaux prisonniers. L'un des moyens d'y parvenir était de créer pléthore de nouveaux délits : recriminalisation de la drogue, aggravation des peines, peines minimales obligatoires, la règle du trois délits et c'est fini, etc. À partir de 1980, la criminalité était objectivement et subjectivement différente de ce qu'elle était avant 1977 » (107-9).

La corrélation entre le crime et la punition n'est donc pas une « donnée », mais quelque chose qui est produit politiquement et construit idéologiquement. En réalité, pendant la période d'augmentation massive du nombre de prisons aux États-Unis, les taux de criminalité n'ont en général pas augmenté, mais stagné. Au lieu de d'être une réaction face à l'insécurité criminelle, l'incarcération de masse a été une réaction à une vague d'insécurité sociale (voir Wacquant 2009a, 60, 144-5)<sup>6</sup>. Dans le même temps, alors que les médias grand public diffusaient des images effrayantes d'auteurs d'actes violents, principalement des Noirs des quartiers défavorisés, la proportion réelle de détenus pour des crimes violents a diminué, tandis que celle des détenus pour des délits contre les biens et des délits liés à la drogue a doublé. La grande majorité des nouveaux condamnés n'étaient pas des criminels dangereux mais des petits

---

6. La plupart des pays d'Europe occidentale ayant des taux de criminalité similaires ont appliqué une stratégie différente : ils ont puni sévèrement les crimes graves tout en recourant davantage aux sanctions non privatives de liberté pour les infractions moins graves - peines avec sursis, jours-amendes, travail d'intérêt général - de sorte que les taux d'emprisonnement sont restés relativement bas, au moins jusqu'au milieu des années 1990 (Wacquant 2009b, 130-1, 287, 300).

délinquants non violents (voir Gilmore 2007, 112-3; Wacquant 2009a, 144, 148-9).

La réalité véhiculée par les médias n'a pas grand-chose à voir avec la réalité derrière les barreaux. Nous vivons dans une société du spectacle où le drame des forces de l'ordre est la forme de divertissement télévisé la plus populaire : au cours d'une semaine de grande écoute, le téléspectateur-type regardera trente policiers, sept avocats et trois juges, mais seulement un scientifique ou un ingénieur et un petit nombre d'ouvriers (Wacquant 2009b, 298). Une analyse sociologique sérieuse du système carcéral doit donc être en même temps une critique idéologique vigoureuse. Elle doit déconstruire les images idéologiques de bon sens qui naturalisent la prison comme une réponse inévitable et évidente à la criminalité galopante - en particulier, à la criminalité violente. Au lieu de l'analyser en le mettant en lien avec la criminalité, il est préférable de comprendre le système carcéral comme une réponse politique spécifique à un problème systémique du capitalisme : l'existence d'une « population active superflue », ou « population excédentaire », de plus en plus nombreuse.

---

### **LA « POPULATION EXCÉDENTAIRE » ET LE SYSTÈME PÉNITENTIAIRE**

---

Ce sont les termes utilisés par Marx (1976) dans *Le Capital*, et j'aimerais revenir un instant sur son analyse. Je trouve cela d'autant plus important que ce que l'on connaît généralement de Marx à ce sujet, ce sont ses remarques désobligeantes sur le *Lumpenproletariat*, qui, à mon avis, ont créé un héritage dévastateur tant dans le mouvement ouvrier social-démocrate

que communiste (voir Rehmann 2013, 151-2)<sup>7</sup>. Contrairement à ces remarques plutôt journalistiques sur les *lumpen* corrompus et manipulés par la police pour servir de briseurs de grève et d'espions contre le mouvement ouvrier, je trouve son analyse sur la « population excédentaire » fondamentale et toujours pertinente aujourd'hui.

Nous devons bien sûr garder à l'esprit que des termes aussi durs que « superflu » ou « population excédentaire » n'expriment pas le propre jugement de Marx sur les gens, mais il utilise ces termes pour décrire un mécanisme dans la structure fondamentale du capitalisme par lequel les gens sont transformés en une « population excédentaire par rapport aux exigences moyennes de valorisation du capital » (Marx 1976, 786) - c'est-à-dire qu'ils sont rendus « superflus » du point de vue de la rentabilité capitaliste. Il s'agit d'un mécanisme structurel que Marx dénonce comme étant extrêmement cruel, inhumain et aliénant. Son principal argument est que l'émergence d'une population excédentaire n'est pas un phénomène accidentel, mais plutôt une nécessité structurelle pour le développement même du capitalisme.

Les raisons sont principalement au nombre de trois. Tout d'abord, puisqu'elles sont tenues de rechercher des profits et de se faire concurrence, les entreprises capitalistes sont obligées d'accroître de plus en plus leurs investissements dans des technologies toujours plus rapides et plus efficaces, au détriment de leurs investissements dans la main-d'œuvre vivante. Elles doivent augmenter leur capital constant par rapport à leur capital variable (Marx 1976, 317-9, 781-3). Deuxièmement, le développement capitaliste est toujours irrégulier et marqué par des crises; il oscille entre expansion et contraction. Le capital a donc besoin d'une

---

7. Sur les différents usages du terme *Lumpenproletariat* par Marx, Engels et dans le marxisme ultérieur, voir Bescherer (2015).

« population excédentaire » comme tampon. Lorsque la production se contracte, le capital doit se débarrasser des travailleurs dont la force de travail n'est plus nécessaire aux profits, et lorsque la production augmente à nouveau, le capital a besoin d'un réservoir dans lequel il peut puiser de nouvelles réserves de main-d'œuvre. Troisièmement, au-delà de la première raison économique immédiate, l'« armée industrielle de réserve » est nécessaire pour freiner les aspirations de ceux qui ont un emploi et pour peser sur leur pouvoir de négociation : s'ils se mettent en grève pour obtenir des salaires plus élevés ou même pour défendre leurs conditions de vie actuelles, les travailleurs risquent de perdre leur emploi et de sombrer dans la masse des indigents superflus (792).

Marx (1976, 783) décrit cette situation comme une aliénation extrême par laquelle la population active « produit à la fois l'accumulation du capital et les moyens par lesquels elle est elle-même rendue superflue ». Le segment salarié de la classe ouvrière est surchargé, et c'est précisément par son surtravail qu'il produit les moyens mêmes par lesquels il est rendu superflu : « Son surtravail gonfle les rangs de sa réserve », et inversement, l'armée industrielle de réserve entre en concurrence avec la classe ouvrière salariée et conditionne sa soumission au surtravail. Une partie de la classe ouvrière est surmenée tandis que l'autre est condamnée à une « oisiveté forcée » (789). Cette dichotomie est pour Marx un exemple révélateur de l'irrationalité fondamentale du capitalisme. Elle ne peut être surmontée que par une « coopération planifiée entre les salariés et les chômeurs » (793), qui réclament tous une réduction du temps de travail afin que chacun ait un emploi. Mais pour la classe capitaliste, il est très important que la classe ouvrière soit divisée en deux camps concurrents et hostiles.

Quelle est donc la relation entre ce surplus de population et le développement du système pénitentiaire ? Une réponse classique a été formulée dans un livre écrit en 1939 par Georg Rusche et Otto Kirchheimer, qui appartenaient à la première école de Francfort. L'ouvrage s'intitule *Punishment and Social Structure* et l'argument de base peut être résumé comme suit : lorsqu'il y a une pénurie de main-d'œuvre (c'est-à-dire lorsque la population excédentaire a été réduite ou a complètement disparu), les travailleurs ont un pouvoir de négociation relativement fort et peuvent négocier des salaires plus élevés. La classe capitaliste a peur et demande l'aide de l'État. Dans ce contexte, l'emprisonnement et le travail pénitentiaire bon marché peuvent assumer une fonction économique importante. Ce qui compte pendant une telle période, c'est l'exploitation économique des prisonniers et la possibilité de briser la résistance de la classe ouvrière à l'extérieur.

On observe comme exemples historiques l'époque du mercantilisme européen au XVII<sup>e</sup> siècle ou les États-Unis dans les années 1830, lorsque le système d'isolement, ou le « modèle de Philadelphie », a été aboli et remplacé par le « système d'Auburn », qui prévoyait l'isolement uniquement pendant la nuit et le travail collectif dans les ateliers (Rusche et Kirchheimer 2008, 130-2). On trouve d'autres exemples, que Rusche et Kirchheimer ne mentionnent pas : le « convict leasing » à l'époque de Jim Crow et le système des road crew (chain gangs) dans le Sud, qui « réconciliaient la modernisation avec le maintien de la domination raciale » (Lichtenstein 1996, 195). Mais selon Rusche et Kirchheimer (2008, 132-7), lorsqu'il y a un important excédent de population et un taux de chômage élevé, l'importance économique du travail carcéral disparaît. Avec autant de main-d'œuvre bon marché, le travail en prison - même si les salaires sont encore plus bas - n'est pas rentable. Dans ces périodes, la

fonction dissuasive et disciplinante du système pénitentiaire passe au premier plan, effrayant les pauvres qui ont déjà perdu leur emploi régulier et effrayant les employés qui sont déjà soumis à une pression énorme et qui ont peur de s'enfoncer davantage.

Bien entendu, tant l'analyse de Marx sur la population excédentaire que l'ouvrage de Rusche et Kirchheimer intitulé *Punishment and Social Structure* sont formulés à un niveau très général et doivent être concrétisés et modifiés à plusieurs égards. Par exemple, Marx avait discuté de la production de la population excédentaire au niveau national. C'est Rosa Luxemburg qui, la première, a soutenu que les questions de main-d'œuvre et de population excédentaire devaient être étudiées au niveau international, ce qui est d'autant plus vrai en cette période de capitalisme transnational mondialisé. Il y a eu des périodes de développement capitaliste où l'armée de réserve industrielle a été effectivement absorbée pendant un certain temps, mais l'argument de Marx selon lequel il s'agit d'une nécessité systémique est à nouveau validé dans le capitalisme d'aujourd'hui. Cela s'exprime, par exemple, dans une directive théorique de la Federal Reserve Bank selon laquelle le chômage devrait « naturellement » se situer au-dessus de 6 % de la main-d'œuvre qui souhaite travailler, afin de se prémunir contre le danger de l'inflation (voir Gilmore 2007, 71-2).

Dans l'ensemble, le capitalisme néolibéral a entraîné une augmentation considérable de la population excédentaire en raison du développement technologique à long terme. Ce phénomène est souvent décrit comme un « chômage technologique » qui augmente continuellement, même lorsque « l'économie » se redresse. La population excédentaire ne doit évidemment pas être réduite au nombre offi-

ciel de chômeurs, mais doit également inclure différentes variétés de sous-emploi. En outre, le néolibéralisme peut être décrit comme un processus global de précarisation par lequel le travail contingent passe des marges au cœur de l'économie, de sorte que l'« économie informelle » n'est plus une « sous-norme » mais est plutôt devenue la norme actuelle. Le concept de précarisation tente de saisir le processus socio-économique spécifique qui rend le travail et les relations de travail de plus en plus contingents. Dans les pays en développement, l'économie informelle représente entre 50 et 80 % du travail social. Au niveau mondial, le « prolétariat informel » est le groupe de la population mondiale qui connaît la croissance la plus rapide<sup>8</sup>.

En outre, le clivage entre les travailleurs réguliers et les travailleurs marginalisés revêt un caractère spécifique lorsqu'il coïncide avec des marqueurs raciaux : le capitalisme crée l'inégalité, mais le racisme la consacre. Ainsi, la corrélation établie par Rusche et Kirchheimer entre le marché du travail et le système pénitentiaire a souvent été critiquée comme étant insuffisante pour identifier le caractère du système pénal. Joy James (1996, 33) reproche aux approches de Rusche et Kirchheimer et de Foucault de ne pas rendre compte de la « racialisation des prisons » spécifique aux États-Unis après la guerre civile. Un autre point faible est que ces auteurs ont sous-estimé le rôle actif de l'État et de ce que Bourdieu et Wacquant décrivent comme le « champ bureaucratique ». Dario Melossi (2008, xxv-xxxii) a soutenu qu'au lieu d'établir une corrélation étroite avec le nombre réel de chômeurs, la fonction du système pénitentiaire devrait être corrélée aux conditions de vie de la classe ouvrière en général, c'est-à-dire à la baisse des

---

8. Selon les calculs des Nations Unies, le « prolétariat informel » comptera environ 2 à 3 milliards de personnes en 2030, soit plus que la classe ouvrière (1,5 à 2 milliards) qui travaille dans le cadre de relations de travail formelles. Voir Mike Davis (2004, 13 ; 2006, 176-77, 199-201).

salaires, aux pressions accrues sur le lieu de travail, à l'augmentation des niveaux d'inégalité, à l'affaiblissement des syndicats, et ainsi de suite. Avec ces modifications, Melossi affirme que le modèle de Rusche et Kirchheimer reste utile s'il est appliqué à des cycles longs d'une cinquantaine d'années.

---

## **VERS UNE ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE DU COMPLEXE CARCÉRAL**

---

Insister sur le fait que le problème fondamental est de savoir comment la population excédentaire du capitalisme peut être régulée et contrôlée, ce n'est donc pas le comprendre dans le sens d'une corrélation monocausale entre le chômage et le système carcéral. Le fait que les taux d'incarcération dans d'autres pays néolibéraux soient restés considérablement inférieurs à ceux des États-Unis jusqu'au milieu des années 1990 et n'aient augmenté qu'après un décalage de deux décennies montre qu'il n'existe pas de loi d'airain imposant que la précarisation néolibérale se traduise immédiatement par une incarcération de masse. La montée en flèche extraordinaire du système d'incarcération aux États-Unis ne peut certainement pas être expliquée sans tenir compte également de l'histoire spécifique du racisme américain basé sur la bifurcation profondément enracinée entre le travail des esclaves et le travail « libre » de la classe ouvrière à prédominance blanche.

C'est ce que soulignent de nombreux auteurs qui tracent une ligne directe d'oppression raciste s'étendant du système de bail des condamnés à ce que Michelle Alexander appelle le « New Jim Crow » de l'incarcération de masse d'aujourd'hui. Il est certes justifié de

souligner la réalité sous-jacente et permanente du racisme dans le système carcéral américain, mais cela devient unilatéral si ce racisme est conceptualisé comme le seul déterminant quasi autosuffisant. Lorsque Alexander (2012, 205) affirme, par exemple, que les « vraies cibles » du système carcéral sont les Afro-Américains, alors que les Blancs, dont le nombre d'incarcérations augmente également, ne sont que des « dommages collatéraux », elle utilise un concept superficiel de la race qui est fixé sur l'immédiateté de la couleur de la peau, perdant de vue la fonction même du racisme qui est de diviser et donc de réguler les classes subalternes fragmentées. Le réductionnisme économiste généreusement attribué à la tradition marxiste est alors remplacé par un réductionnisme racial qui ne tient pas compte de la décarcération relative des années 1960 et du début des années 1970, ni des conséquences spécifiques de la précarisation néolibérale et de la transformation du système carcéral par l'État. Il tend également à occulter la dimension de classe qui se manifeste dans le fait que le système carcéral ne cible pas les Afro-Américains de manière égale en tant que tels (comme pendant Jim Crow), mais qu'il cible plutôt les segments les plus pauvres et les moins éduqués des communautés noires<sup>9</sup>.

Ce qu'il faut donc, ce sont des approches qui rendent compte de la surdétermination des relations de classe et de race, qui sont à leur tour surdéterminées par les transformations politiques et idéologiques. Entre autres choses, ce qui caractérise le développement particulier du système carcéral américain, c'est l'émergence de l'ère néolibérale avec son démantèlement de l'État-providence et la désindustrialisation sous-jacente, combinés à une réaction orchestrée contre les réalisations du mouvement des droits civiques. La manière dont Ruth Wilson Gilmore (2007, 26) analyse l'émergence

---

9. Voir à ce sujet les critiques de Forman (2012, 131–6) et Reed (2013, 52–4).

du système carcéral en Californie comme une « solution géographique partielle aux crises politiques et économiques, organisée par l'État, lui-même en crise », est un exemple de ce type d'approche à multiples facettes. Elle se concentre sur les stratégies utilisées par l'État pour gérer la transition vers un nouveau régime néolibéral en combinant quatre types de surplus : le surplus de capital financier, le surplus de terres, le surplus relatif de population et le surplus de capacités de l'État, tous redirigés de l'État-providence vers la construction de prisons (58-84).

L'argument de Rusche et Kirchheimer selon lequel les fonctions de dissuasion et de discipline du système pénitentiaire prévalent en période d'abondance de population excédentaire peut encore nous apprendre à nous méfier de la réduction généralisée du système pénitentiaire à l'aspect de la surexploitation économique. Il est indéniable que le nombre absolu de prisons privées a augmenté et que beaucoup de profits privés ont été récoltés, mais les prisons à but lucratif ne contrôlent qu'environ 8 % de tous les lits de prison aux États-Unis, alors que 92 % de toutes les prisons et maisons d'arrêt appartiennent à l'État et sont gérées par lui. Il y a également des détenus qui travaillent dans les « joint ventures » public-privé et dans les prisons appartenant à l'État, mais là encore, le nombre total est inférieur à 5 % de la population incarcérée - la plupart des détenus du système pénitentiaire ne sont pas surexploités mais plutôt entreposés (voir Parenti 1999, 218-20; Wacquant 2009b, 84-5; Gilmore 2007, 21). Angela Davis (2003, 98-9) a raison lorsqu'elle nous rappelle de ne pas ignorer « la libéralisation plus générale qui est une caractéristique de la punition contemporaine », impliquant tout, des fabricants d'équipements de sécurité aux entreprises alimentaires en passant par les compagnies d'assurance privées. Ce phénomène

n'est toutefois pas spécifique au système pénitentiaire, mais s'applique plutôt à la fourniture de tous les biens publics importants aux États-Unis.

Christian Parenti (1999, 238) conclut que nous devons passer d'un modèle étroit basé sur les groupes d'intérêt à « une analyse de classe plus holistique qui examine les besoins de la société de classe en général ». Ce système de classes se caractérise par une forte polarisation entre la richesse et la pauvreté. Il est important de noter qu'avant le néolibéralisme, il existait une corrélation statistique relativement stable entre l'augmentation générale de la productivité et l'augmentation des salaires réels. Cela correspondait à une notion de base et de bon sens de l'équité : lorsque le gâteau s'agrandit, les salaires doivent également augmenter. Mais à partir de la fin des années 1970, cette corrélation s'est effondrée : les taux de productivité ont continué à augmenter, mais les salaires ont stagné ou baissé, et le nombre de familles en situation de pauvreté a augmenté. Selon un rapport du Congressional Budget Office, au cours des trente dernières années (c'est-à-dire pendant la période du néolibéralisme), le 1 % supérieur a plus que doublé sa part du revenu national, alors que tous les autres segments des 99 % restants ont vu leur revenu diminuer. En 1979, le 1 % supérieur s'appropriait 8 % du gâteau ; en 2007, il s'est emparé de 17 %, soit une augmentation de plus du double (voir Wolff 2011).

L'enjeu principal n'est pas l'exploitation économique directe, mais plutôt une manière spécifique de gérer, de réguler et de contrôler les conséquences sociales dévastatrices du capitalisme d'aujourd'hui, qui perd à la fois sa capacité à « livrer la marchandise » et son hégémonie, c'est-à-dire sa capacité à susciter un consentement de masse et à mobiliser ses sujets sur une base « volontaire ». Dans la mesure où cette capacité hégémo-



nique se réduit, les tendances autoritaires et disciplinaires-panoptiques du capitalisme néolibéral deviennent de plus en plus répandues.

L'hypercarcération telle qu'elle est pratiquée aux États-Unis est conçue pour constituer une menace permanente pour les classes populaires surmenées, épuisées et de plus en plus endettées - en particulier pour le précaire épuisé et les pauvres qui luttent. Dans *Surveiller et punir*, Foucault diagnostique que la « délinquance » a été construite comme une nouvelle réalité, formée dans les fondations de l'appareil judiciaire, afin d'ériger une barrière entre les différentes couches prolétariennes de la population. Selon Mark L. Taylor (2001, 49, 60, 105-6), une partie de la population excédentaire doit être sacrifiée pour mainte-

nir les autres dans la complaisance et sous contrôle, et ce sacrifice est mis en œuvre par un spectacle théâtral de contrôle qui maintient les spectateurs à la fois dans la peur et dans la fascination du pouvoir de l'État. Le système carcéral maintient et consolide la division non seulement entre la population excédentaire et les segments employés de la classe ouvrière, mais aussi entre ces deux catégories et les classes dites moyennes qui, dans une large mesure, sont encore prises dans l'illusion qu'elles sont davantage du côté des élites que des 99 %. C'est pourquoi le système carcéral nous concerne tous, et c'est une raison de plus pour se concentrer sur le démantèlement de l'idéologie criminalisante du système d'hypercarcération.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Alexander, M. 2012. *The new Jim Crow : Mass incarceration in the age of color-blindness*. 2d ed. New York : New Press.
- Bescherer, P. 2015. Lumpenproletariat. In *Historisch-kritisches Wörterbuch des Marxismus (HKWM)*, vol. 8, bk. 2, 1379–93. Hamburg : Argument-Verlag.
- Davis, A. 2003. *Are prisons obsolete?* New York : Seven Stories Press.
- Davis, M. 2004. The urbanization of empire : Megacities and the laws of chaos. *Social Text* 22 (4) : 9–15.
- . 2006. *The planet of slums*. London : Verso.
- Forman, J. 2012. Racial critiques of mass incarceration : Beyond the new Jim Crow. *New York University Law Review* 21 (April) : 101–46.
- Foucault, M. 1995. *Discipline and punish : The birth of the prison*. New York : Vintage.
- Gilmore, R. W. 2007. *Golden gulag : Prisons, surplus, crisis, and opposition in globalizing California*. Berkeley : University of California Press.
- Harvey, D. 2005. *A brief history of neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Hayek, F. 1960. *The constitution of liberty*. Chicago : University of Chicago Press.
- James, J. 1996. *Resisting state violence : Radicalism, gender, and race in U.S. culture*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Klein, N. 2007. *The shock doctrine : The rise of disaster capitalism*. New York : Metropolitan.
- Lichtenstein, A. 1996. *Twice the work of free labor : The political economy of convict labor in the New South*. New York : Verso.
- Marx, K. 1976. *Capital*. Vol. 1. Trans. B. Fowkes. London : Penguin.
- Melossi, D. 2008. Introduction to *Punishment and social structure*, by G. Rusche and O. Kirchheimer, ix–xlii. New Brunswick : Transaction Publishers.
- Parenti, C. 1999. *Lockdown America : Police and prisons in the age of crisis*. London : Verso.
- Reed, A. 2013. Marx, race, and neoliberalism. *New Labor Forum* 22 (1) : 49–57.
- Rehmann, J. 2013. Poverty and poor people’s agency in high-tech capitalism. In *Religion, theology, and class : Fresh engagements after long silence*, ed. J. Rieger, 143–56. New York : Palgrave Macmillan.
- . 2014. *Theories of ideology : The powers of alienation and subjection*. Chicago : Haymarket Books.
- Rusche, G., and O. Kirchheimer. 2008. *Punishment and social structure*. New Brunswick : Transaction Publishers.
- Taylor, M. L. 2001. *The executed god : The way of the cross in lockdown America*. Minneapolis : Fortress.
- Wacquant, L. 2009a. *Prisons of poverty*. 2d ed. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- . 2009b. *Punishing the poor : The neoliberal government of social insecurity*. Durham, N.C. : Duke University Press.
- Wolff, R. 2011. How the 1% got richer, while the 99% got poorer. *Guardian*, 26 October.

---

# REVUE A – M – A'

## CONTRIBUTIONS À LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

---

A – M – A'. *Contributions à la critique de l'économie politique* est une revue trimestrielle qui paraît depuis novembre 2022. Elle est composée d'une sélection d'articles du monde entier portant des contributions originales et essentielles à la critique de l'économie politique. Une ambition : élargir et enrichir le débat dans les milieux anti-capitalistes par des réflexions inédites qui n'ont pas d'écho en France.

### CAHIER N° 1 — 2022/1

- La structure, l'action et la moyenne idéale par Alex Demirović
- La « terrible première section ». La critique par Louis Althusser de la théorie marxienne de la valeur, par Lukas Egger
- La théorie marxienne de la fonction dialectique du capital, par Marcello Musto
- Le capitalisme d'État ? Remarques sur la relation entre capitalisme et État à partir de la théorie matérialiste de l'État, par John Kannankulam

136 pages, format 16 x 24 – parution novembre 2022

### CAHIER N° 2 — 2023/1

- Classe et violence. De la disparition du concept de classe dans la théorie critique et post-marxiste, par Christian Lotz
- Théorie monétaire de la valeur. Monnaie et crise chez Marx, par Michael Heinrich
- Enjeux et perspectives de l'analyse de l'histoire des sciences économiques, par Hanno Pahl
- Théorie marxienne et impérialisme, par Jannis Milios et Dimitris P. Sotiropoulos

149 pages, format 16 x 24 – parution février 2023

### CAHIER N° 3 — 2023/2

- L'énigme de la monnaie. Du lien entre monnaie, mesure, quantification et temps, par Frank Engster
- « Les fils invisibles » du capital. Pour une théorie marxiste du pouvoir économique, par Søren Mau
- L'autopraxis historique du prolétariat, par Maximilien Rubel
- Critique sociale et justice, par Alex Demirovic

162 pages, format 16 x 24 – parution mai 2023

## CAHIER N° 4 — 2023/3

–Rationalité et irrationalité de l'argent *par Simon Clarke*

–L'abstraction au travail. Une approche monétaire de la théorie marxienne de la valeur *par Ricardo Bellofiore*

–La Commune de Paris et *Le Capital* de Marx *par Kenneth Hemmereichs & Nohemi Jocabeth Echeverria Vicente*

–De la prophétie post-industrielle au cauchemar désindustriel : la stagnation, le fétiche de la manufacture et les limites de la richesse capitaliste *par Alexis Moraitis*

Parution août 2023

### Abonnement

Vous pouvez vous abonner à la revue via le site internet.  
Prix de l'abonnement annuel : 60 euros (frais de port offerts).

Pour plus d'informations, retrouvez-nous sur

**[revueama.noblogs.org](http://revueama.noblogs.org)**

Pour nous écrire :

[Impress@riseup.net](mailto:Impress@riseup.net)



# HYPERCARCÉRATION

JAN REHMANN

« UNE PARTIE DE LA POPULATION EXCÉDENTAIRE DOIT ÊTRE SACRIFIÉE DANS UN SPECTACLE THÉÂTRAL AFIN DE MAINTENIR LA CLASSE OUVRIÈRE, LES PAUVRES ET LA CLASSE MOYENNE SOUS LA MENACE, DANS LA COMPLAISANCE ET LE CONTRÔLE. »

UNE PUBLICATION DE LA REVUE **A - M - A'**

**A - M - A'**